

La Lettre

de la Fondation de la Résistance

*Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
n° 95 – décembre 2018 – 5,50 €*



Dossier thématique

La Résistance française à l'aune de la résistance en Europe

Histoire d'objets de la Résistance

Cette rubrique de *La Lettre* présente, chaque trimestre, l'histoire d'un objet emblématique de la Résistance. Elle montre comment ces objets ont marqué durablement l'histoire et la mémoire de la Résistance. Les lecteurs peuvent retrouver d'autres objets commentés de la sorte grâce au musée de la Résistance en ligne www.museedelaresistanceenligne.org

La capsule de cyanure, le symbole du sacrifice des agents

Durant la Seconde Guerre mondiale, des capsules de cyanure de potassium ont été utilisées par les services secrets des différents belligérants. En ce qui concerne la France libre, elles étaient données aux agents secrets du BCRA⁽¹⁾ au moment de leur départ pour leurs missions en France.

L'ultime recours pour préserver ses secrets

Qu'ils soient radios clandestins, chefs de missions ou délégués, tous les agents clandestins du BCRA se savent activement recherchés dès qu'ils touchent le sol de France. Cibles de choix pour les Allemands, qui veulent connaître à tout prix les informations qu'ils détiennent, ils sont très souvent soumis à la torture après leur arrestation. Pour leur permettre de préserver leurs secrets tout en échappant à ces supplices, les agents ont dans leur panoplie une capsule de cyanure qui leur permet de mettre fin à leurs jours en quelques secondes.

En février 1943, André Dewavrin alias Passy se prépare à partir en France occupée pour accomplir la mission Arquebuse-Brumaire. Chef du BCRA, il ne peut tomber vivant entre les mains de l'ennemi. Pour cette raison, il se fait faire une chevalière munie d'une cavité pour y cacher du poison. Avant d'être parachuté en France, Passy reçoit d'un lieutenant de l'Intelligence service sa pastille de cyanure : « *c'était un petit disque blanc, gros comme une lentille ; elle tint juste dans ma chevalière. Je m'entraînai, en mettant le chaton à l'intérieur de la main, à faire glisser la partie supérieure de la bague avec mon pouce [...] pour faire tomber la pastille de poison dans la paume de ma main gauche. La certitude d'avoir, quoi qu'il arrivât, le moyen de me détruire, me mit dans un état de parfaite sérénité*⁽²⁾. »

Cependant, avoir sur soi un poison foudroyant présente un réel danger. Passy rappelle que son premier départ en France a bien failli être annulé à la suite d'un incident qui aurait pu virer à la catastrophe. Après s'être lavé les mains et s'être passé de l'eau sur son visage, en négligeant d'ôter sa chevalière, il constate quelques minutes plus tard que ses « *lèvres avaient doublé de volume et [que ses] paupières étaient si boursoufflées*⁽³⁾ » qu'il pouvait difficilement les soulever. Une légère dilution de sa pastille avait suffi pour déclencher ces symptômes. Il prit dès lors soin de l'envelopper dans un morceau de cellophane.

Si Passy a eu la chance de ne pas être arrêté et de ne pas avoir eu recours à cette échappatoire, d'autres responsables du BCRA comme Henri Labit, René-Georges Weill, André Deglise-Favre, Claude Bonnier, Léon Nautin, François Delimal

ou Jacques Bingen⁽³⁾ n'ont pas hésité à croquer leur capsule de cyanure lors de leur arrestation pour ne pas risquer de parler.

Certains agents n'ont plus la possibilité de se donner la mort de la sorte après avoir perdu leur pastille de cyanure. Ainsi, Maurice de Cheveigné, après avoir été le radio de Jean Moulin, est parachuté pour une deuxième mission en septembre 1943. Il est arrêté par les Allemands le 4 avril 1944 et brutalement interrogé. Dans l'attente angoissante d'être torturé, il fait le point sur sa situation. « *Fuir l'horreur dans la mort ? Il y a belle lurette que j'ai égaré ma pilule létale. L'utiliserais-je, si je l'avais ? Sans doute pas encore. J'ai la trouille, mais ça n'est pas encore la panique. [...] Tout de même, j'aimerais bien l'avoir, cette pilule, au cas où il leur viendrait à l'idée que je sais quelque chose que je ne sais pas*⁽⁴⁾. »

Convaincre certaines consciences

Dans une France encore majoritairement catholique, le recours au suicide, interdit par l'Église, ne va pas de soi et certains agents refusent l'usage de cette pilule mortelle. Aussi, le BCRA conçoit un document prenant la forme d'une lettre amicale de l'aumônier Lagrave expliquant, arguments casuistiques à l'appui, comment un catholique peut absorber ce poison en bonne conscience⁽⁵⁾.

Révéland la réalité du combat clandestin, l'aumônier rappelle l'existence de « *piqûres qui endorment la volonté au point de la rendre incapable de garder un secret* » et compare le cerveau d'un agent du BCRA à « *un document ultrasecret qui, tombé aux mains de l'ennemi, peut être facilement déchiffré*. » Il finit son implacable démonstration en autorisant les fidèles placés dans cette situation à avoir recours au suicide. « *Donc, dans le cas où tu connais des renseignements qui, livrés aux Allemands, leur permettraient d'exécuter d'autres Français et où la destruction de ton cerveau serait absolument le seul moyen d'éviter que ce document passe à l'ennemi, tu as le droit d'absorber ce poison qui seul rendra le document inutilisable*. » L'ecclésiastique estime que l'agent du BCRA qui fait le sacrifice de sa vie pour la sécurité d'autres Français réalise alors « *un acte de charité magnifique et que bien loin de commettre un péché mortel* », il accomplit au contraire, « *un très bel acte de vertu* ».



Pastille de cyanure ayant appartenu à Michel Castets radio clandestin de Raymond Basset. Taille réelle : 10 mm de diamètre.



Chevalière du colonel Passy

© Daniel Dewavrin.

Un petit objet qui a marqué la mémoire collective

Cet objet singulier est parfois évoqué dans les témoignages et les souvenirs écrits après la guerre par les agents du BCRA. Si cette pastille létale a marqué la mémoire collective, nourrissant au passage bien des fantasmes, c'est parce qu'elle est très présente dans des films sur la Résistance. Dans *L'Armée des ombres* de Jean-Pierre Melville (1969), adaptation du roman éponyme de Joseph Kessel, on se souvient de la scène tragique où Jean-François Jardie se sacrifie en se dénonçant à la Gestapo par une lettre anonyme pour être arrêté dans l'espoir d'être enfermé avec un autre membre de son réseau, Félix. Cette manœuvre devait le prévenir qu'un coup de main allait être tenté pour le faire évader. Voyant l'opération échouer, Jean-François propose à Félix son unique pilule de cyanure pour lui permettre d'abréger ses souffrances, tout en lui assurant qu'il en possède une deuxième pour lui-même.

Plus récemment, dans le téléfilm *Alias Caracalla* (2013), réalisé par Alain Tasma à partir des mémoires de Daniel Cordier, est évoqué le départ en France occupée de deux radios du BCRA formés en Angleterre : Daniel Cordier et François Briant. Dans un hangar d'aérodrome, un officier britannique leur donne les dernières consignes et leur remet à chacun une capsule de cyanure avant de leur souhaiter bonne chance. Dans ce moment de tension ultime avant l'embarquement, les deux jeunes recrues du BCRA échangent alors un regard où l'on peut lire l'émotion face à ce minuscule comprimé synonyme en cas de capture, d'une mort solitaire et anonyme, celle des « *soutiers de la gloire* ». ●

Frantz Malassis

- (1) Les agents SOE opérant en France étaient également dotés de ce poison.
- (2) Colonel Passy, *Missions secrètes en France* (novembre 1942-juin 1943). *Souvenirs du BCRA*, Plon, 1951, p.78.
- (3) Voir les biographies de ces Compagnons de la Libération sur le site internet du musée de l'Ordre de la Libération www.ordredelaliberation.fr
- (4) Maurice de Cheveigné, *Radio libre. 1940-1945*, Félin, 2014, p. 140.
- (5) Son texte est reproduit dans l'ouvrage de Maurice de Cheveigné, *op.cit.*, p. 61-62.

En couverture : Détail de la photographie d'un groupe de partisans yougoslaves du détachement de Psuns photographié après une action en décembre 1941. Service historique de la Défense



Sommaire

DOSSIER THÉMATIQUE

La Résistance française à l'aune de la résistance en Europe

- La Résistance française à l'aune de la résistance en Europe p. I à V
Par Fabrice Grenard
- La Pologne, une résistance précoce comme condition de survie de la nation p. VI
Par Fabrice Grenard
- L'occupation particulière du Danemark avec le maintien des institutions démocratiques p. VII
Par Fabrice Grenard
- La France, terrain d'action privilégié pour les réseaux et les filières de sauvetage p. VIII
Par Fabrice Grenard

Histoire d'objets de la Résistance.....p. 2

La vie de la Fondation de la Résistance

- Activités du département recherche et pédagogie..... p. 4
- Activités du département AERI p. 7
- Activités du département documentation et publications p. 8

Les activités de l'Association des amis de la Fondation de la Résistance.....

- p. 5
- À lire..... p. 6

Malgré toutes les démarches entreprises, la Fondation de la Résistance n'a pas pu retrouver les ayants droit de certaines photographies et œuvres graphiques. Les personnes disposant de ces droits peuvent prendre contact avec la Fondation de la Résistance.

Éditeur : Fondation de la Résistance
Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
30, boulevard des Invalides - 75007 Paris
Téléphone : 01 47 05 73 69
Télécopie : 01 53 59 95 85
Site internet : www.fondationresistance.org
Courriel : contact@fondationresistance.org
Directeur de la publication : Gilles Pierre Levy,
Président de la Fondation de la Résistance.
Rédacteur en chef : Frantz Malassis
Comité de rédaction : Fabrice Bourrée, Paulina Brault, Fabrice Grenard, Frantz Malassis, Jean Novosseloff, Hélène Staes
Fichier des abonnés : Amélia Polonia-Vaz
Maquette et impression : humancom - 2 bd du général de Gaulle - 92120 Montrouge.
Revue trimestrielle. Abonnement pour un an : 20 €. n° 95 : 5,50 €
Commission paritaire
n° 1120A07588 - ISSN 1263-5707
Dépôt légal : décembre 2018

Depuis plusieurs mois, la Fondation de la Résistance renforce ses activités au demeurant anciennes à destination de la province, où le souvenir de la Résistance française est très vivant.

Grâce à sa collaboration étroite avec de nombreux musées et chercheurs, aux journées annuelles de la Fondation, au Concours national de la Résistance et de la Déportation, aux formations académiques, à l'opération CD-Rom dans les départements ou bien aux réunions organisées dans le cadre de la campagne nationale de sauvegarde des archives privées de la période, nous travaillons avec de nombreuses institutions et associations locales qui font vivre en la transmettant cette histoire singulière.

Cependant, j'ai souhaité que ces liens noués dans le passé par la Fondation de la Résistance avec les musées, associations et centres d'archives, se renforcent aussi bien dans le domaine de la recherche fondamentale, de la pédagogie, de la formation civique que de la préservation du patrimoine physique de la Résistance.

Déjà, le 29 septembre à Bourges, l'équipe de la Fondation de la Résistance et des historiens, dont certains membres de son comité historique et pédagogique, se sont associés à des chercheurs et conservateurs du Cher pour animer une journée d'études « Écrire l'histoire de la Résistance aujourd'hui » qui s'est tenue dans l'amphithéâtre du musée de la Résistance et de la Déportation du Cher⁽¹⁾.

Les 13 et le 14 octobre à Blois, la Fondation a présenté un atelier pédagogique « Filmer le maquis » et une table ronde dans le cadre des Rendez-vous de l'Histoire⁽¹⁾.

Les 19 et 20 novembre à Caen, la Fondation a renouvelé, avec ses partenaires, la formation académique « Résistance-Déportation et récit radiophonique » auprès de 18 enseignants motivés.

Les 23 et 24 novembre dernier, la Fondation de la Résistance a contribué activement à la réussite des troisièmes rencontres de Vichy organisées par le Centre International d'Études et de Recherches de Vichy (CIERV) sur le thème « Les acteurs de la Résistance vus par les historiens d'aujourd'hui »⁽²⁾. Ces deux journées ont mobilisé un très large public avec plus de 200 personnes chaque jour.

De son côté, l'Association des Amis de la Fondation de la Résistance, dirigée avec générosité et efficacité par Jean Novosseloff, dans le sillage de notre institution renforce également son action en province. Ses délégués départementaux, fortement impliqués dans le tissu associatif local, y organisent régulièrement des activités culturelles et mémorielles tant à destination du grand public que du public scolaire.

Tous ces partenariats féconds que nous engageons, tous les liens que nous tissons patiemment au gré de nos rencontres, nous permettent de démultiplier nos capacités d'action dans le cadre d'une dynamique commune visant à mieux faire connaître l'histoire de la Résistance française pour que son héritage et ses valeurs continuent d'inspirer les jeunes générations. ●



Le mot du Président

Au nom de la Fondation de la Résistance et en mon nom propre, je vous présente mes vœux très sincères pour une année 2019 dont j'espère qu'elle s'inscrira dans l'esprit de la Résistance de notre devise nationale "Liberté, Égalité, Fraternité".



Gilles Pierre LEVY

Président de la Fondation de la Résistance

(1) Cf. l'article « Les activités de la Fondation de la Résistance en province » page 4.

(2) Nous reviendrons plus longuement sur ces rencontres dans la prochaine édition de notre revue.

Activités du département recherche et pédagogie

Les activités de la Fondation de la Résistance en province

Depuis plus d'un an la Fondation de la Résistance renforce ses actions à destination de la province, territoire où la mémoire de la Résistance est très vivante. C'est l'occasion pour nous de mieux faire connaître nos activités au plus large public.



Photo Frantz Malassis

La journée d'études intitulée « Écrire l'histoire de la Résistance aujourd'hui » à Bourges a réuni de nombreux historiens spécialistes de cette question. De gauche à droite : Sébastien Albertelli, Fabrice Grenard, Julien Blanc et Laurent Douzou.

Journée d'études « Écrire l'histoire de la Résistance » à Bourges (29 septembre 2018)

Afin de développer ses activités, de s'adresser au plus large public possible et d'entretenir le travail à la fois mémoriel, scientifique et pédagogique autour de la Résistance, l'équipe de la Fondation propose de mener dans différentes régions une ou deux fois par an une manifestation en lien avec une institution locale (Archives départementales, musées, centres de recherches...). L'objectif consiste à proposer un programme de conférences combinant approches générales et approches plus locales, des activités à contenu pédagogique (dans le cadre d'une présentation d'exposition ou de fonds d'archives et de ressources) et la mise en place d'un « mini salon » permettant d'exposer et de faire connaître les publications et activités de la Fondation.

La première de ces manifestations a eu lieu à Bourges le 29 septembre 2018, sur le site commun des Archives départementales et du Musée de la Résistance et de la Déportation du Cher. Cette journée d'études intitulée « Écrire l'histoire de la Résistance aujourd'hui » a mobilisé toute l'équipe de la Fondation de la Résistance (Fabrice Bourrée, Fabrice Grenard, Frantz Malassis, Hélène Staes), celle des Archives départementales et du Musée de la Résistance et de la Déportation du Cher (Xavier Laurent, Xavier Truffaut) ainsi que les historiens Sébastien Albertelli, Julien Blanc, Laurent Douzou, Jean-Louis Laubry et Jean-Luc Stiver. Elle a permis de présenter un état des lieux de l'historiographie, d'évoquer les questions que continuent de se poser les historiens sur le sujet de la Résistance, de présenter les différentes ressources documentaires de la Fondation de la Résistance ainsi que

celles des Archives départementales et du Musée de la Résistance et de la Déportation de Bourges. Cette journée s'est également accompagnée d'une présentation d'une exposition réalisée par la Fondation de la Résistance « Ensemble, sauvegardons les archives privées de la Résistance et de la Déportation », installée pour l'occasion dans le hall d'accueil du Musée de la Résistance et de la Déportation du Cher. Avec une cinquantaine de participants, le public a répondu présent tout en démontrant son intérêt pour les questions liées à la Résistance lors des différents échanges qui sont venus ponctuer les conférences.

La Fondation de la Résistance aux « Rendez-vous de l'Histoire » de Blois 2018

Comme chaque année, la Fondation de la Résistance a participé aux Rendez-vous de l'Histoire de Blois organisés traditionnellement depuis vingt et un ans au cours du mois d'octobre. Pendant toute la durée du festival, l'équipe de la Fondation a pu présenter sur son stand ses activités et ses publications.

Pour la première fois cette année, la Fondation de la Résistance avait proposé, en coopération avec l'INA et l'ECPAD, une manifestation en lien avec le thème annuel des Rendez-vous de l'Histoire, « la puissance des images ». Fabrice Grenard (Fondation de la Résistance), Sophie Bachmann (INA) et Marie-France Montel (ECPAD) ont animé un atelier pédagogique intitulé « Filmer le maquis » à la salle capitulaire du Conseil départemental le samedi 13 octobre 2018 en matinée. Cet atelier a permis de montrer, à partir d'archives provenant des fonds de l'INA et de l'ECPAD, en quoi les maquis avaient pu constituer un

enjeu de propagande important entre chaque camp, Vichy et les Allemands d'un côté, la Résistance intérieure et la France libre de l'autre. Une soixantaine de personnes y ont assisté.

La traditionnelle carte blanche de la Fondation de la Résistance qui s'est déroulée le dimanche 4 octobre matin avait pour thème cette année « la Résistance au prisme du genre ». Elle a permis de présenter la publication récente aux Presses universitaires de Rennes des actes d'un colloque tenu sur le sujet en 2016⁽¹⁾. Les historiennes Claire Andrieu (professeur à Sciences Po Paris), Catherine Lacour Astol (IA-IPR, académie de Lille) et Mercedes Yusta (professeur à l'université Paris VIII) ont participé à cette table ronde présidée par Antoine Prost. Après que Claire Andrieu ait rappelé les principales étapes de l'historiographie sur le sujet, Catherine Lacour Astol a présenté ses propres recherches sur le cas particulier de la Résistance des femmes dans le Nord de la France, tandis que Mercedes Yusta s'est livrée à une mise en perspective internationale en évoquant les situations des pays du Sud de l'Europe (Espagne, Italie, Grèce et Yougoslavie). L'amphi 2 de l'université François Rabelais qui accueillait la table ronde a fait salle comble à cette occasion, avec plus d'une centaine de participants. ●

Fabrice Grenard

(1) Sous la direction de Laurent Douzou et Mercedes Yusta, *La Résistance à l'épreuve du genre. Hommes et femmes dans la Résistance antifasciste en Europe du Sud (1936-1949)*. Presses universitaires de Rennes, 2015, 248 p.



Fabrice Grenard en discussion avec Antoine Prost sur le stand de la Fondation

Photo Hélène Staes

Un cycle de films sur la Résistance

Le cinéma Saint-André des Arts a souhaité s'associer à la Fondation de la Résistance pour organiser en 2019 des projections de films sur la Résistance. Projeté dans le cadre du cycle « Tribune libre » organisé sur ce thème un jeudi par mois, chaque film sera suivi d'un débat animé par un historien et/ou un cinéaste. Retrouver la programmation sur les sites du cinéma Saint-André des Arts (<http://cinesaintandre.fr/>) et de la Fondation de la Résistance, et donnons-nous d'ores et déjà rendez-vous pour voir ou revoir *Un condamné à mort s'est échappé* de Robert Bresson (17 janvier), *L'armée des ombres* de Jean-Pierre Melville (21 février), *Le jour et l'heure* de René Clément (21 mars), *L'armée du crime* de Robert Guédiguian (18 avril) et *Laissez-passer* de Bertrand Tavernier (16 mai).

Cinéma Saint-André des Arts – 30, rue Saint-André des Arts – 75006 Paris

La Résistance française à l'aune de la résistance en Europe



Carte de la diversité des régimes d'occupation en Europe (1940-1942).

Les victoires remportées sur tous les fronts entre 1939 et 1941 ont permis à l'Allemagne nazie d'imposer sa domination sur l'ensemble du continent européen, de l'Est (Pologne, Ukraine, Biélorussie) à l'Ouest (France) et du Nord (Norvège, Danemark, Pays-Bas, Belgique) au Sud (Grèce, Yougoslavie). Les occupations qui en ont découlé ont déclenché dans toute l'Europe un phénomène de résistance⁽¹⁾.

La Résistance française à l'aune de la résistance en Europe

Par Fabrice Grenard

En mélangeant des motivations patriotiques (libérer un pays occupé) et d'autres plus idéologiques (lutter contre le nazisme, rétablir la démocratie pour certains), la résistance en Europe a pris des formes diverses. Elle varia considérablement selon le type d'occupation mis en place par le vainqueur, la situation politique antérieure des pays concernés et les relations tissées avec les Alliés, dont le soutien logistique était indispensable pour permettre aux organisations résistantes de se développer⁽²⁾. Phénomène européen, la Résistance n'en garde pas moins des spécificités nationales très fortes. Si une histoire comparative de la Résistance en Europe amène forcément à évoquer de possibles points communs, à trouver des convergences qui ont pu exister dans tous les pays occupés, elle doit aussi

permettre de souligner les spécificités qui se dégagent sur un plan national.

En raison de son histoire (un État-nation et un régime républicain très enracinés), de sa situation (la principale puissance vaincue par le Reich) et d'un système d'occupation spécifique en Europe (coexistence jusqu'en novembre 1942 d'une zone occupée et d'une zone dite « libre »), la France constitue forcément un cas particulier au regard des autres pays occupés. La Résistance française, tout en s'inscrivant dans un phénomène plus large ayant touché toute l'Europe, garde des caractéristiques qui ont pesé considérablement sur ses débuts en 1940-1941 et son évolution tout au long de l'Occupation jusqu'à la façon dont s'est effectuée la « sortie de guerre »⁽³⁾.

SOMMAIRE

- La Résistance française à l'aune de la résistance en Europe p. I à V
Par Fabrice Grenard
- La Pologne, une résistance précoce comme condition de survie de la nation p. VI
Par Fabrice Grenard
- L'occupation particulière du Danemark avec le maintien des institutions démocratiques p. VII
Par Fabrice Grenard
- La France, terrain d'action privilégié pour les réseaux et les filières de sauvetage p. VIII
Par Fabrice Grenard

La France, un cas particulier dans l'Europe allemande

Lorsque l'occupation allemande s'accompagne d'une liquidation totale de l'État national et crée un vide politique, la Résistance a pu se développer de façon quasi immédiate. En Pologne, par exemple le projet colonisateur et ethnocidaire nazi transparaît dès la campagne de septembre 1939 et un gouvernement clandestin fut constitué avant même la capitulation de Varsovie. La germanisation forcée imposée par le Reich au lendemain de sa victoire explique que le pays connaisse une résistance précoce dans le Gouvernement général dirigé par Hans Frank (cf. p. VI). En Grèce ou en Yougoslavie, la dureté des régimes d'occupation mis en place par les Allemands au printemps 1941 entraîne également la constitution précoce de groupements de résistance qui cherchent à poursuivre le combat malgré la défaite des armées régulières.

Pour de nombreux pays occupés, le fait que le gouvernement légitime soit parti en exil à Londres pour y poursuivre le combat permet également d'encourager une résistance intérieure immédiate et de faciliter les liens avec les Alliés. Ce fut le cas pour les gouvernements de la Belgique⁽⁴⁾, du Luxembourg et des Pays-Bas qui deviennent dès la défaite de leur pays des pôles de légitimité fort hors du territoire national, continuant à contrôler la marine et leurs empires coloniaux.

La France échappe à ces différentes situations. Le choix du gouvernement que dirige le maréchal Pétain de conclure un armistice plutôt qu'une capitulation place le pays dans une situation particulière. Le pays n'est pas totalement occupé puisqu'une zone dite « libre » est maintenue. Si une administration militaire allemande s'installe au Nord, en zone occupée,



La reine Wilhelmine prononce un discours au micro de la BBC le 30 août 1941.

Le 13 mai 1940, après l'effondrement de l'Armée néerlandaise, la reine Wilhelmine quitte les Pays-Bas avec son gouvernement et la famille royale pour s'exiler à Londres. Depuis la BBC, elle anime des foyers de résistance néerlandais et s'implique pour défendre son pays face à l'occupant allemand.

Réception de cinq évadés de France par Winston Churchill le 22 septembre 1941.

Rejoindre la France libre suppose de tout abandonner et de prendre des risques considérables. Après avoir préparé minutieusement leur évasion, ces cinq jeunes Français (Christian Richard, 17 ans ; Guy Richard, 15 ans et demi ; Reynold Lefebvre, 16 ans et demi ; Pierre Lavoix, 19 ans et demi ; JP Lavoix, 17 ans) sont partis pour l'Angleterre à bord de deux canoës le 16 septembre 1941 à 21 heures de Fort-Mahon (Somme) et sont arrivés à Eastbourne (Angleterre) le 18 septembre à 4 heures. Les quatre plus jeunes suivirent l'École des cadets de la France libre avant de combattre dans les rangs des FFL.

la zone Sud est contrôlée par le gouvernement français qui s'installe à Vichy et incarne une forme de continuité de l'État bien que la rupture soit totale avec le régime républicain. La personnalité de Pétain, très populaire, rassure la population. Face au « vainqueur de Verdun », le général de Gaulle qui s'est exilé à Londres et appelle dès le 18 juin les Français à refuser la défaite, ne pèse pas grand-chose au départ. Churchill aurait lui-même préféré pouvoir compter sur une personnalité plus importante afin d'incarner à Londres la Résistance française. Il accepte finalement le 28 juin 1940 de reconnaître de Gaulle comme « le chef de tous les Français libres » avec la possibilité de constituer autour de lui un embryon de gouvernement indispensable pour la création d'organismes civils nécessaires à l'organisation de la « France libre ». Mais les débuts sont difficiles et les ralliements restent rares au cours des mois qui suivent l'appel du 18 juin.

Résister en France ne va pas de soi

Dans ce contexte, et contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays occupés, résister ne va nullement de soi en France en 1940. Cela suppose en effet d'enfreindre les consignes données, de rompre avec un État qui se maintient, de désobéir au maréchal Pétain, dont le prestige est immense, et qui apparaît pour de nombreux Français comme le seul capable de redresser le pays après une défaite traumatisante. Au sein de l'Europe allemande, seul le Danemark présente une situation quelque peu comparable à la France puisque les Allemands y maintiennent les institutions (le roi, le gouvernement et même l'armée). Comme en France, ceux qui veulent s'engager dans une logique de résistance doivent ainsi rompre avec le gouvernement de leur propre pays en prenant le risque d'apparaître comme des traîtres à leur patrie⁽⁵⁾ (cf. p.VII).

Au cours des premiers mois de l'occupation allemande, des actions spontanées de désobéissance

existent en France (réalisations d'inscriptions ou de tracts anti-allemands, sabotages, aide apportée aux prisonniers de guerre évadés ou aux soldats alliés) mais elles restent isolées et relèvent d'initiatives individuelles⁽⁶⁾. Ceux qui « cherchent à faire quelque chose » doivent à la fois penser et inventer une résistance qui n'existe pas immédiatement en 1940, contrairement à d'autres pays occupés. La seule structure naissante se situe à Londres, autour du général de Gaulle. Mais la rejoindre nécessite de tout quitter et de prendre des risques considérables. À l'intérieur du pays, les organisations traditionnelles autour desquelles aurait pu se constituer la Résistance en 1940, les partis politiques ou les syndicats, n'ont pas basculé dans la clandestinité, comme cela a pu se passer en Pologne par exemple. Ces institutions se sont ralliées à Vichy, d'autres ont volé en éclat sous le coup à la fois de la défaite et de l'effondrement de la III^e République. La seule formation politique clandestine est alors le Parti communiste, interdit en septembre 1939, au lendemain du pacte germano-soviétique. Mais le PCF ne s'inscrit pas au début de l'occupation dans une logique de résistance, conformément à la ligne que lui impose Moscou consistant à dénoncer la poursuite d'une guerre impérialiste et à ménager dans ses attaques l'occupant allemand, avec lequel une tentative de négociation a même eu lieu au cours de l'été 1940 pour tenter de faire réparaître légalement *L'Humanité*.

Une résistance plus civile que militaire

Si le régime de Vichy continue d'incarner au cours de la période une autorité légale, sa légitimité et les soutiens sur lesquels il pouvait s'appuyer au départ s'effritent rapidement en raison du choix d'une politique de collaboration qui ne cesse de livrer toujours plus la France à l'occupant. Annoncée par Pétain au lendemain de sa rencontre avec Hitler à

Montoire le 22 octobre 1940, la collaboration se révèle très vite être un jeu de dupe dès lors que les Allemands n'offrent aucune concession. La véritable nature du régime de Vichy se révèle également à partir de l'automne 1940 à travers une épuración politique développée à l'égard de tous ceux qui sont présentés par la propagande officielle comme les responsables de la défaite ainsi que l'adoption des premières mesures discriminatoires contre les Juifs.

Ces évolutions provoquent des réactions de révolte et favorisent, à partir de la fin de l'année 1940 et en 1941, le passage d'actions isolées et individuelles à la mise en place des premières organisations qui se structurent afin d'inscrire leur lutte dans la durée. L'émergence de cette résistance pionnière est plus précoce et plus importante en zone Nord, où le poids de l'occupation et donc le rejet des Allemands se fait davantage sentir. En zone Sud, le climat se prête moins aux réactions de révolte. Le contexte y est également plus complexe du fait de certaines illusions qui entourent le régime de Vichy au sujet de ses capacités à protéger les Français, voir à préparer une revanche : les premières organisations résistantes, qui apparaissent en zone Sud, présentent la particularité pour certaines d'entre-elles de ne pas rompre immédiatement avec Pétain, comme le montrent les exemples d'Henri Frenay, qui fonde à l'automne 1940 un Mouvement de libération nationale ou de François de Menthon, qui rédige en novembre 1940 l'un des tout premiers journaux clandestins, *Liberté*.

Cette résistance française qui commence à se développer et à se structurer mène un combat essentiellement politique. Il s'agit de développer des actions de contre-propagande et d'information à l'égard de l'opinion afin de ne pas laisser le champ libre au seul discours officiel tenu par Vichy et les Allemands. Les formes d'action consistent donc à rédiger et diffuser des tracts, ou quand les moyens commencent à devenir plus importants, des journaux clandestins. Parce qu'elle nécessite des équipes chargées de sa rédaction ainsi que des relais sur l'ensemble du

territoire pour en assurer la diffusion, la création d'un journal entraîne souvent le développement d'un « mouvement », comme le montrent les exemples de *Libération-Nord* ou *Défense de la France* en zone Nord, *Liberté*, *Libération Sud* ou *Franco-Tireur* en zone Sud. Une autre façon de résister en France au début de l'Occupation peut également consister à mener des actions de renseignements, comme le font les « réseaux », afin de faire parvenir aux Alliés des informations militaires (localisations des bases militaires, des aéroports, mouvements de troupes). De nombreuses formes de « désobéissances » apparaissent enfin, consistant à enfreindre la loi de l'occupant ou celle de Vichy en apportant une aide aux différentes catégories de personnes pourchassées (aviateurs alliés, prisonniers de guerre évadés, résistants recherchés, Juifs persécutés...) (cf. p.VIII).

Si à l'extérieur du territoire les Français libres incarnent une armée qui poursuit le combat aux côtés des Alliés, il n'est pas question en revanche de mener des actions militaires sur le sol français, comme cela peut-être le cas dans d'autres pays occupés. Certains chefs de la Résistance française, à l'image d'Henry Frenay, peuvent dès 1940 ou 1941 commencer à envisager la reprise d'une lutte armée contre l'occupant. Mais celle-ci ne saurait être immédiate car elle nécessite une longue préparation pour mettre sur pied une armée clandestine qui n'entrerait en action qu'avec l'arrivée des Alliés. En ce sens, la Résistance française s'apparente aux différentes formes de résistance qui se développent dans le Nord de l'Europe (Belgique, Pays-Bas, Norvège, Danemark), où la propagande et l'action politique ont également joué un rôle crucial dans l'essor d'une Résistance organisée. Elle se distingue totalement des pays d'Europe de l'Est (Pologne) et du Sud (Grèce, Yougoslavie) où domine la dimension militaire.

Plusieurs facteurs permettent d'expliquer cette différence cruciale. L'effondrement en quelques semaines de l'Armée française, présentée depuis la fin de la Première Guerre mondiale comme la « meilleure armée du monde », a constitué une surprise totale. L'ampleur du désastre est tel que ses chefs ont considéré la victoire allemande comme inéluctable, refusant ainsi de poursuivre un combat d'arrière-garde comme avaient pu le faire en 1870-1871 lors de l'invasion prussienne certains officiers à la tête de troupes de Francs-tireurs. En raison de ses caractéristiques géographiques (la partie la plus urbaine du pays, qui ne connaît quasiment aucun relief), la zone occupée ne se prêtait de toute façon pas à la pratique de la *guérilla*. Le fait de préférer signer un armistice plutôt qu'une capitulation engageait également le gouvernement français et les différentes institutions placées sous son autorité à faire en sorte que les intérêts de la puissance occupante soient respectés. Et l'une des conditions de l'armistice était que Vichy veille au désarmement de l'armée et livre les stocks d'armes au vainqueur, la petite armée autorisée en zone Sud ne pouvant bénéficier que d'un armement très limité.

Contrairement à ce qui se passe en France, une armée clandestine est mise en place en Pologne

dès l'automne 1939 (cf. p.VI). En Grèce ou en Yougoslavie, la résistance à l'occupation se cristallise également très tôt en lutte armée. En raison de l'inégal rapport de force face aux troupes germano-italiennes⁽⁷⁾, la capitulation des armées régulières en avril 1941 ne constitue pas la même surprise qu'en France en mai-juin 1940. Des noyaux de résistants se forment immédiatement à partir d'éléments de l'armée qui se réfugient dans les zones montagneuses afin de prolonger le combat militaire. En Yougoslavie, le général Mihailovic rejoint ainsi dès avril 1941 la zone montagneuse serbe de Ravna Gora avec un groupe d'officiers et de soldats pour fonder le mouvement Tchetnik et mener des actions de *guérilla* contre les occupants allemands et italiens. Il doit toutefois rapidement faire face à l'émergence d'un autre « chef de guerre » qui lui conteste le rôle de chef de la résistance yougoslave. Le communiste Josip Broz (Tito) lance à partir du 4 juillet une insurrection armée depuis sa base située dans les montagnes du Monténégro⁽⁸⁾.

En Grèce, les premiers groupes d'*andartes* (*guerilleros*) formés à partir d'éléments militaires réfugiés dans les montagnes apparaissent en Macédoine dès l'automne 1940 tandis que le Parti communiste grec (KKE) crée en septembre 1941 le Front national de libération (EAM) bientôt complété par une branche armée, l'ELAS, qui multiplie les attaques d'envergure tout au long de l'année 1942 et contrôle des régions entières du pays⁽⁹⁾.

Cette même identification immédiate entre lutte armée et résistance à l'occupant se retrouve dans les territoires de l'Union soviétique tombés

sous le contrôle des Allemands au cours des mois qui suivent le déclenchement de l'opération Barbarossa en juin 1941. La rapidité de l'offensive allemande fait que des unités entières de l'Armée rouge sont encerclées par la progression de la *Wehrmacht* vers Leningrad au Nord, Moscou au Centre, le Caucase au Sud. Refusant la captivité, certaines de ces unités prises au piège donnent naissance aux bandes de partisans qui entre 1941 et 1944 mènent une *guérilla* intense à l'arrière des lignes allemandes et mobiliseront jusqu'à 500 000 combattants, notamment dans les territoires ukrainiens et biélorusses⁽¹⁰⁾.

En France, rien de comparable à cette « guerre de partisans » n'existe avant l'apparition du phénomène des maquis à partir du printemps et de l'été 1943, soit trois ans après les débuts de l'Occupation, lorsque les réquisitions de main-d'œuvre en faveur de l'Allemagne entraînent le développement dans les principaux massifs de camps de réfractaires pris en charge par la Résistance pour devenir des unités combattantes. Mais en dépit de quelques tentatives destinées à constituer des « réduits » dans les Alpes ou le Massif Central à l'approche de la Libération, le phénomène reste limité au regard des expériences partisans dans les Balkans, où des régions entières étaient aux mains des « bandes » qui menaient des actions de *guérilla* tout en administrant les territoires qui se trouvaient sous leur contrôle. Le phénomène français est sur ce plan plus proche du cas de l'Italie où des maquis de *partigiani* se constituent dans le Nord du pays en 1943-1944. Le renversement de Mussolini et la signature par le gouvernement Badoglio d'un armistice avec les



Au début de son existence, la Résistance française mène un combat politique de contre propagande. Aussi, la presse clandestine ne cesse de se développer pour atteindre 1 200 titres à la Libération.

La Libre Belgique n° 20, 15 septembre 1941.

Le bandeau situé sous l'en-tête de chaque numéro évoque la résistance belge durant la Grande Guerre. Avec trois figures emblématiques de la résistance morale de 1914 (le roi, le bourgmestre de Bruxelles et le primat de Belgique).

Coll. Fondation de la Résistance.

©CEGESOMA, Bruxelles.



Service historique de la Défense

Décembre 1941, un groupe de partisans yougoslaves du détachement de Psuns photographié après une action.

Dans les Balkans, des régions entières sont aux mains des partisans qui mènent des actions de *guérilla* et administrent les territoires qui se trouvent sous leur contrôle.



Service historique de la Défense

En 1944, dans le nord de l'Italie des maquis de partisans italiens se développent contre l'occupation allemande et le régime fasciste de Salò.

Alliés en septembre 1943 amènent les Allemands à prendre le contrôle des provinces septentrionales de la péninsule tout en rétablissant à Salò le Duce à la tête d'une République dite « sociale ». Comme en France, les maquis italiens n'ont jamais remporté de victoires décisives face aux troupes allemandes avant l'arrivée des Alliés. Les territoires qui étaient sous le contrôle des maquis français ou italien ne dépassaient pas la taille d'une vallée, d'un plateau ou d'un canton et apparaissent donc très réduits au regard de ceux qui étaient aux mains des partisans dans les Balkans.

Une évolution soumise à des facteurs externes et internes

Si la Résistance en France est toujours restée le fait d'une minorité, son développement n'en apparaît pas moins régulier et continu tout au long de l'Occupation. En dépit d'une répression allemande toujours plus sévère, ses recrutements augmentent tandis que son audience et ses soutiens au sein de la société française ne cessent de s'élargir. Comme pour tous les pays d'Europe, les événements extérieurs et l'évolution de la situation militaire mondiale entraînent des conséquences importantes pour la Résistance française, dont le développement s'inscrit dans une chronologie qui correspond globalement à celle de la guerre.

Pour l'ensemble des résistances européennes, l'offensive allemande menée contre l'URSS en juin 1941 marque un premier tournant. Elle entraîne le conflit dans une phase nouvelle et favorise dans chaque pays un essor de la Résistance qui profite des soutiens croissants au sein des populations en faveur de la cause alliée. En France, le maréchal Pétain évoque dans son discours du 12 août 1941 « un vent mauvais » se levant à travers le pays. En rompant brutalement le pacte germano-soviétique conclu en août 1939, l'attaque allemande entraîne surtout l'ensemble des partis communistes européens à renouer avec l'antifascisme. Pour allumer des contre-feux sur les arrières des lignes allemandes et forcer ainsi le Reich à maintenir des troupes conséquentes dans les territoires occupés, Moscou appelle les organisations communistes à développer la lutte armée. Dans les Balkans, les soulèvements communistes en Yougoslavie ou en Grèce au cours de l'été 1941 s'inscrivent dans ce contexte. En France, comme dans les pays du Nord de l'Europe, les conditions d'une *guérilla* telle que celle qui se développe au Sud n'étaient pas réunies et les partis communistes n'en avaient de toute façon pas les moyens. Répondant à la consigne de l'Internationale, le PCF n'en appelle pas moins à la lutte armée et le premier attentat est organisé le 21 août 1941 à la station de métro Barbès Rochechouart par Pierre Georges, le futur colonel Fabien.

L'automne 1942 et le début 1943 marquent un second tournant qui permet aux résistances en Europe de franchir un nouveau seuil : les premières grandes défaites du Reich (El Alamein, débarquement allié en Afrique du Nord, Stalingrad) montrent que le cours de la guerre change en faveur des Alliés. Jusqu'alors croire en la défaite de l'Allemagne restait l'affaire d'une minorité et cette situation constituait forcément un frein pour la Résistance. Tout change

à partir du moment où la possibilité d'une victoire alliée commence à se préciser. Dans tous les pays d'Europe, ce tournant permet aux différentes formes de résistance de s'intensifier et de se structurer en vue d'une libération prochaine qui commence à se préciser. La France n'y échappe pas comme le montre le processus de rapprochement des mouvements de Résistance qui fusionnent en janvier 1943 au sein des MUR (Mouvements Unis de la Résistance).

Le troisième moment charnière intervient lorsque s'annonce l'heure de la bataille finale, avec à l'Ouest l'organisation de plusieurs débarquements sur le continent européen (Sicile en juillet 1943, Normandie en juin 1944) et à l'Est l'offensive de l'Armée rouge vers l'Allemagne. Dans toute l'Europe, l'approche des Alliés entraîne une importante mobilisation des résistances nationales, parfois de véritables insurrections contre l'occupant. Les nombreuses « montées » au maquis en France à l'annonce du débarquement, l'intensification des sabotages et de la *guérilla* sur tout le territoire afin de paralyser l'armée allemande et d'aider la progression alliée, les soulèvements urbains de l'été 1944 comme ceux de Paris ou de Marseille, ont eu leur équivalent dans toute l'Europe au cours des derniers mois de la guerre.

Si elle s'inscrit dans une chronologie commune à l'ensemble des résistances européennes, l'évolution de la Résistance en France répond également à des facteurs internes spécifiques qui ont pu favoriser son développement. L'annonce d'une politique de collaboration au lendemain de Montoire (octobre 1940) entraîne une première prise de distance à l'égard du régime de Vichy et favorise les débuts de la Résistance. Le retour au pouvoir de Laval en avril 1942 marque la fin des dernières illusions autour d'un régime qui s'enfonçait toujours plus dans la collaboration. Avec l'occupation de la zone Sud en novembre 1942, Vichy perd ses derniers soutiens. Des militaires ou hauts fonctionnaires qui avaient jusque-là servi fidèlement le régime se sentent déliés de leur serment à l'égard de Pétain et basculent dans la clandestinité. Cela favorise la formation de nouvelles organisations résistantes comme l'Organisation de la résistance armée (ORA), créée au lendemain de la dissolution de l'armée d'armistice. Cette évolution permet également d'accélérer l'unification de la Résistance dès lors que cesse l'attitude parfois ambiguë de certains mouvements à l'égard de Pétain. Les rafles de Juifs de l'été 1942 (la France est le seul pays d'Europe où des rafles de Juifs sont organisées dans un territoire non occupé, la zone Sud, en août 1942) choquent l'opinion française. Un « mouvement de réactivité sociale » (Jacques Semelin) se développe en faveur des persécutés. Les réquisitions de main-d'œuvre, dans le cadre de la loi du 4 septembre 1942 puis du STO (février 1943), ne sont pas spécifiques à la France puisque le Reich les pratique dans tous les pays occupés. Mais elles se traduisent dans le cas français par un phénomène particulier, le développement de camps de réfractaires appelés à devenir des maquis dès lors que le territoire, notamment en zone Sud, offre de multiples possibilités pour se cacher en milieu rural.



Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne.

Les membres du Conseil national de la Résistance (CNR) réunis le 10 septembre 1944 autour de Georges Bidault.

Le 27 mai 1943, la création du CNR permet de rassembler l'ensemble des organisations résistantes, y compris les communistes, derrière l'autorité du chef de la France combattante.

La place de la France dans la stratégie alliée

Si les mémoires nationales ont eu tendance à la minimiser après la guerre pour valoriser la dimension patriotique du phénomène, les résistances en Europe ont toutes bénéficié de l'aide des Alliés entre 1940 et 1945. Sans aide extérieure, aucune résistance ne pouvait survivre ni se développer. L'argent, les armes, le matériel-radio et tout le soutien logistique indispensables ne pouvaient venir que des Alliés. Les premières organisations résistantes, qui apparaissent sur le continent européen en 1940, ont même dans certains cas été initiées directement par Londres comme le montrent les «réseaux» constitués dans le Nord de l'Europe et en France à l'initiative des services secrets britanniques. Car les phénomènes d'interdépendance entre les Alliés et les résistances nationales fonctionnaient bien dans les deux sens. Si les résistants avaient besoin d'une aide logistique extérieure, les Alliés de leur côté devaient s'appuyer sur les organisations clandestines développées sur le continent afin de collecter des renseignements à la fois militaires mais aussi politiques et économiques. Il s'agissait aussi de forcer le Reich à maintenir des troupes d'occupation importantes, qui faisaient défaut sur les théâtres d'opérations extérieurs. «Mettre le feu à l'Europe» était même la mission première du *Special Operations executive* (SOE) créé au juillet 1940, au lendemain de la défaite de la France, alors que l'Angleterre restait seule dans la guerre et avait besoin d'encourager des actions subversives sur le continent afin d'affaiblir les forces de l'Axe. Des agents britanniques (SOE, IS) ou américains (OSS) à partir de 1942, furent envoyés dans tous les pays occupés pour établir des contacts avec les résistances nationales, leur apporter une aide indispensable pour leur développement mais aussi coordonner leurs efforts et leurs actions en fonction de l'évolution de la stratégie alliée.

En 1940 et 1941, la France occupée constitue un terrain important pour les services secrets britanniques. Sa proximité géographique avec l'Angleterre et la menace allemande qui pèse sur l'Île rendent cruciale l'obtention de renseignements

au sujet des bases militaires et des intentions de l'occupant. De nombreux soldats alliés bloqués sur le continent, aux Pays-Bas, en Belgique ou dans le Nord de la France ont par ailleurs besoin de trouver des filières leur permettant de rejoindre l'Angleterre via l'Espagne après être passés par la zone non occupée. Ces données expliquent l'importance que représente la France pour le SOE et le fait que de nombreux réseaux britanniques s'y implantent, à l'image du réseau Pat O'Leary spécialisé dans la récupération des aviateurs sur le sol français. S'ils se développent de façon autonome à l'égard des Britanniques, les services secrets de la France libre dirigés par le colonel Passy n'en restent pas moins dépendants de Londres sur le plan des liaisons et de la logistique et contribuent à fournir de nombreux renseignements sur la situation en France. Les services secrets britanniques profitent également du travail de renseignements opérés en France par certains réseaux qui travaillent directement pour eux, à l'image du réseau Alliance.

Au fur et à mesure que la Résistance française se développe, son attente se fait de plus en plus forte pour que les Alliés lui envoient une aide sur le plan militaire (parachutages d'armes), notamment lorsque les premiers maquis commencent à apparaître au cours du printemps et de l'été 1943. À cette date, d'importants parachutages sont destinés dans les Balkans aux partisans grecs et yougoslaves, y compris aux organisations communistes. L'objectif de cette aide consiste pour Churchill à créer un point de fixation important en Europe du Sud afin d'affaiblir les positions du Reich en Méditerranée tout en intoxiquant les Allemands sur un débarquement qui pourrait avoir lieu en Grèce plutôt qu'en Sicile. Le premier ministre britannique refuse en revanche d'intensifier les parachutages à destination de la France tant que la situation géostratégique ne l'exige pas, provoquant une certaine frustration chez les résistants français en 1943. À partir de février-mars 1944, dès lors que se précise le prochain débarquement allié sur les côtes françaises, les parachutages s'intensifient en France au profit des maquis. En juin 1944, pour coordonner l'action de la Résistance française avec les objectifs militaires alliés, plus de 80 équipes *Jedburgh* composées de représentants anglais, américains et français sont



Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne.

Le consensus politique autour du modèle républicain se retrouve souvent symboliquement affiché sur les unes de la presse clandestine française. *Le jeune combattant. Organe national des Forces unies de la jeunesse patriotique du 20 juillet 1944 est ainsi illustré par La Marseillaise de Rude.*

parachutées sur tout le territoire (des équipes de ce genre seront également envoyées en Hollande).

L'absence de guerre civile à la fin de la guerre

L'une des caractéristiques qui permet à la Résistance française de se démarquer de la plupart des autres expériences résistantes en Europe reste son unité au moment de la Libération, permettant ainsi d'éviter les affaires d'une guerre civile comme celles qui ont pu exister en Grèce ou en Yougoslavie entre nationalistes et communistes ou l'élimination pure et simple des organisations non communistes comme ce fut le cas en Europe de l'Est.

L'unification de la Résistance française n'était pourtant nullement acquise et s'est effectuée avec difficulté comme le montrent les fortes tensions qui opposèrent en 1942 et 1943 les chefs de mouvements au représentant du général de Gaulle, Jean Moulin. Mais la création du Conseil national de la Résistance le 27 mai 1943 permet de rassembler l'ensemble des organisations résistantes, y compris les communistes, derrière l'autorité du chef de la France combattante. Et lors des combats de la Libération, les résistants français, quelle que soit leur organisation d'origine, ont combattu de façon unie au sein des Forces Françaises de l'Intérieur (FFI). Cette unité de la Résistance a favorisé sur tout le territoire le retour à la légalité républicaine. Même si certaines fissures apparaissent rapidement, elle se maintient jusqu'au début de la guerre froide dans le cadre du tripartisme qui unit les principales forces politiques de gauche (communistes, socialistes, démocrates-chrétiens).

Sans négliger le mérite de ceux qui ont œuvré en sa faveur, et en premier lieu Jean Moulin, cette unification de la Résistance a également pu être favorisée par un

certain nombre d'éléments propres au cas français, comme l'enracinement de l'État-nation depuis plusieurs siècles et un certain consensus politique autour du modèle républicain depuis la fin du XIX^e siècle. Les luttes idéologiques qui ont opposé nationalistes et communistes dans les Balkans expriment un désaccord total sur le type de régime à instaurer à la Libération. Elles ont aussi pu correspondre à des luttes ethniques dans des pays où le sentiment national restait plus limité. La situation géostratégique de la France et sa libération par les Américains et Britanniques expliquent également que Moscou n'ait pas encouragé le PCF à s'emparer du pouvoir et à rompre l'unité construite dans le combat contre l'occupant, contrairement à la stratégie adoptée dans les pays d'Europe de l'Est « libérés » par l'Armée rouge. ■

(1) Nous n'aborderons pas dans ce dossier la question de la Résistance allemande (et autrichienne) dès lors qu'elle se développe dans un contexte différent (absence d'occupation étrangère).

(2) Si la bibliographie est très abondante concernant les résistances nationales, il existe peu de travaux permettant d'envisager la Résistance à l'échelle européenne. Ouvrage d'Olivier Wieviorka (*Une histoire de la Résistance européenne en Europe occidentale*, Perrin, 2017) porte essentiellement sur les relations entre les Alliés, les gouvernements en exil et les résistances intérieures. L'article d'Alya Aglan sur « les résistances en Europe » dans l'ouvrage qu'elle a codirigé avec Robert Frank (*La guerre-monde*, Gallimard, 2015) constitue une synthèse sur le sujet même si l'approche transversale reste limitée dès lors que les pays sont étudiés les uns après les autres. Parmi les rares entreprises consistant à écrire une histoire collective de la Résistance en Europe, Bob Moore (dir.), *Resistance in Western Europe*, Oxford, New-York, Berg, 2000.

(3) Voir à ce sujet le dossier thématique « Sortir de la guerre » in *La Lettre de la Fondation de la Résistance*, n°83, décembre 2015.

(4) Le roi des Belges, Léopold III, choisit en revanche de rester dans son pays et désavoua le gouvernement en exil.

(5) Cette situation particulière de la France et du Danemark explique que certaines catégories habituées à servir (militaires, haut-fonctionnaires) aient été très peu impliquées dans les premières organisations résistantes, contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays occupés (Pologne par exemple).

(6) Ces initiatives sont plus précoces et plus nombreuses dans le Nord de la France, où la présence allemande réactive des formes de résistance qui ont pu se développer lorsque ce territoire avait été occupé entre 1914 et 1918 (voir à ce sujet le dossier thématique « L'héritage des résistances antérieures » de *La Lettre de la Fondation de la Résistance* n° 79 (décembre 2014).

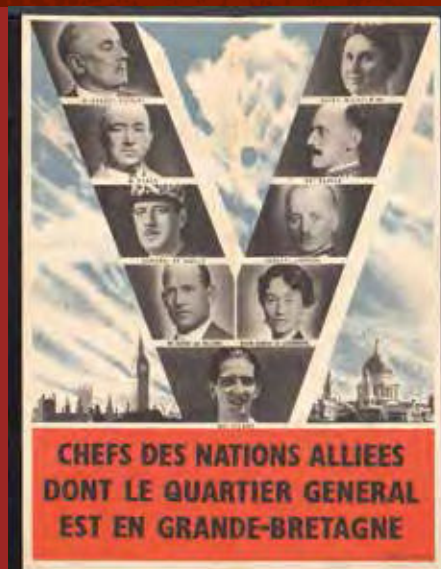
(7) La résistance des troupes grecques à l'offensive italienne déclenchée en octobre 1940 amène Hitler à venir en aide à son allié en avril 1941. L'annonce d'un coup d'État à Belgrade contre le régent Paul qui s'était aligné sur le Reich provoque l'intervention allemande en Yougoslavie.

(8) Antoine Sidoti, *Partisans et Tchetniks en Yougoslavie durant la Seconde Guerre mondiale*, CNRS éditions, 2004.

(9) Mark Mazower, *Dans la Grèce d'Hitler*, Les Belles Lettres, 2002.

(10) Masha Cerovic, *Les enfants de Staline. La guerre des partisans soviétiques (1941-1944)*, Seuil, 2018.

© Mémorial de Caen



Cette affiche anglaise de 1941 réunit sur le « V » de la victoire les principaux chefs des nations alliées en exil à Londres, ville présente en arrière-plan.

On y reconnaît : le roi Pierre II de Yougoslavie ; le roi George II des Hellènes ; la grande-duchesse Charlotte de Luxembourg ; le général Charles de Gaulle ; le général Wladyslaw Sikorski, chef des Polonais Libres ; Édouard Bénès, ancien président de la république et président du gouvernement provisoire tchécoslovaque ; le roi Haakon VII de Norvège ; Hubert Pierlot, chef du gouvernement belge en exil ; la reine Wilhelmine des Pays-Bas. Ces chefs de gouvernement en exil à Londres illustrent les liens existant entre les Alliés et les résistances intérieures.

La Pologne, une résistance précoce comme condition de survie de la nation

Par Fabrice Grenard

Le contexte particulier dans lequel se développe la Résistance polonaise explique qu'elle ait été à la fois plus précoce et plus vite organisée, notamment sur le plan militaire, que la Résistance française.

Sous la double agression allemande et soviétique en septembre 1939, l'État polonais recréé en 1919 disparaît une nouvelle fois de la carte. Les régions occidentales de la Pologne sont incorporées au Reich et germanisées de force. Le reste de la zone d'occupation allemande prend le nom de « Gouvernement général ». Le gouverneur Hans Frank impose un régime de terreur dans cette partie du territoire destinée à servir de zone de colonisation et de réserve de main-d'œuvre pour le Reich.

La création de structures clandestines dès l'automne 1939

Dès la défaite de la Pologne, le fait de résister permet la survie de la nation polonaise face au projet colonisateur nazi. Avant même la reddition de Varsovie, les plans de la Résistance sont ébauchés visant à poursuivre le combat dans la clandestinité. Cette volonté de maintenir la continuité de la nation polonaise à travers la résistance réactive les luttes menées au XIX^e siècle contre la Russie tsariste.

En lien avec le gouvernement polonais parti en exil en France puis à Londres pour continuer la guerre aux côtés des Alliés, des structures clandestines se mettent immédiatement en place au cours de l'automne 1940. Le général Michal Torkazewski-Karaszewicz prend le 27 septembre 1939 la tête d'une organisation nommée « Au Service de la Victoire de la Pologne » (SZP) inspirée du modèle de « l'organisation militaire polonaise » (POW) créée en 1914 par Pilsudski. La plupart des partis politiques basculent dans la clandestinité et sont représentés au sein d'un Parlement clandestin,

le Conseil de la Défense nationale, constitué en novembre 1939 afin de donner une légitimité à la Résistance polonaise et de préparer l'édification d'une future Pologne démocratique. Seuls les mouvements les plus extrêmes, les royalistes à droite et les communistes à gauche, refusent de s'associer à ce processus visant à créer un front commun contre les Allemands.

Une Résistance culturelle et militaire

Pour s'opposer aux projets de germanisation développés par le Reich, la Résistance polonaise développe une dimension culturelle très forte, avec la mise en place de structures de scolarisation parallèles ainsi que l'essor d'une importante presse clandestine (plus de 1 500 titres). Une société clandestine se développe dans tous les milieux, à l'Université, dans les usines ainsi que dans les campagnes.

De nombreux ouvriers, paysans, membres des organisations de jeunesse rejoignent la lutte armée. Différentes organisations comme les Bataillons paysans (Bch), l'Organisation militaire nationale (NOW) ou les Gardes populaires socialistes (GL PPS) fusionnent en février 1942 au sein d'une Armée de l'intérieure (AK). L'AK fut l'organisation de résistance armée la plus fournie d'Europe avec 380 000 combattants à son apogée au début 1944. Elle se livre à de nombreuses actions de sabotages (135 destructions de ponts et 1 500 attentats contre le réseau ferroviaire), procède à l'élimination de plus de 2 000 agents de la Gestapo ainsi qu'à des actions spectaculaires comme l'attentat le 1^{er} février 1944 contre Franz Kutschera, chef de la police de Varsovie.

La confiscation de la Résistance au profit des communistes

La réapparition en janvier 1942 du parti communiste polonais, qui avait été dissous en 1938, et la création de sa branche paramilitaire, l'Armée Populaire (AL) divise profondément une résistance polonaise qui était au départ unie derrière le gouvernement en exil et ses

représentants au sein des structures clandestines de l'intérieur. En juillet 1944, un Comité polonais de libération nationale installé dans les territoires repris aux Allemands par l'Armée rouge se transforme en gouvernement pro-soviétique à Lublin. Alors qu'un soulèvement éclate à Varsovie en août 1944, Staline refuse d'intervenir bien que ses troupes se trouvent sur la Vistule. En laissant les Allemands écraser

l'insurrection, il décapite la résistance polonaise non communiste.

Alors que la Pologne tombe sous le joug de l'URSS qui l'a libérée, l'AK est dissoute le 19 janvier 1945. Son état-major et les membres du Parlement clandestin sont arrêtés et jugés à Moscou pour collusion avec le III^e Reich afin d'exalter l'AL comme la seule organisation résistante et de faciliter la prise du pouvoir par les communistes. ■

L'occupation particulière du Danemark avec le maintien des institutions démocratiques *Par Fabrice Grenard*

Parmi la diversité des régimes d'occupation, le Danemark constitue un cas à part. Il se rapproche de la situation de la France dès lors que l'appareil d'État se maintient. Mais contrairement au cas français où se met en place un nouveau régime au lendemain de la défaite, qui rompt totalement avec la République, les institutions démocratiques danoises subsistent malgré l'occupation du pays. Ce système particulier ne prend fin qu'en août 1943.

Le maintien de la souveraineté danoise dans le contexte de l'occupation

Bien qu'un pacte de non-agression ait été signé à Berlin le 31 mai 1939 entre les deux pays, l'Allemagne envahit le Danemark le 9 avril 1940 pour des raisons essentiellement stratégiques (faciliter l'attaque de la Norvège et contrer une probable intervention britannique). Le gouvernement danois décide de capituler après seulement quelques heures de combat. Tout en imposant au pays un système d'occupation militaire, les Allemands décident de respecter la souveraineté danoise. Le gouvernement dirigé par Erik Scavenius, composé de sociaux-démocrates et de libéraux de gauche reste en place tout comme le roi Christian X, incarnation de la nation danoise. La vie parlementaire et démocratique continue, des élections législatives sont organisées le 23 mars 1943.

Le gouvernement danois pratique à l'égard des Allemands une stratégie de négociation permanente. S'il fait des concessions politiques et économiques, il refuse en revanche de participer à l'envoi de travailleurs forcés en Allemagne, à la déportation des Juifs ou à la répression des différentes formes d'opposition qui se développent contre la présence allemande. Le jeu du gouvernement danois s'avère quelque peu dangereux, avec le risque de se compromettre avec le III^e Reich, mais il permet de protéger la société danoise, qui connaît des conditions de vie bien plus favorables que dans les autres pays occupés. Les Danois ne sont pas soumis au travail forcé et bénéficient des plus hautes rations alimentaires de toute l'Europe dès lors que l'exploitation économique du Reich reste limitée. Ils peuvent même écouter librement les émissions de la BBC ou la radio suédoise.

L'insurrection d'août 1943 et ses conséquences

Alors que la possibilité d'une défaite du Reich et d'une victoire alliée se précise à partir de 1942, un sentiment de révolte commence à se développer au

Danemark contre la présence allemande. Au cours du mois d'août 1943, une insurrection alliant grèves, manifestations de masse, émeutes et sabotages s'étend à l'ensemble du pays. La riposte allemande est très brutale : le gouvernement danois est destitué, quatre cents personnalités sont arrêtées, l'armée est neutralisée. Pour ne pas signer des ordres déshonorant imposés par le Reich, le roi se considère comme prisonnier. Une nouvelle ère s'ouvre pour le Danemark avec l'institution de l'état de siège par le gouverneur militaire allemand, le général von Hanneken,

En mettant fin aux équivoques, ce tournant de l'été 1943 a également pour conséquence d'encourager la Résistance. Il provoque les mêmes effets que l'occupation de la zone Sud en France en novembre 1942, qui met fin aux illusions autour de Vichy et clarifie la situation pour ceux qui veulent résister tout en ayant certaines réticences à désobéir. Jusque-là fidèles au gouvernement danois, de nombreux fonctionnaires ou militaires basculent dans la clandestinité. Constitué le 16 septembre 1943, le Conseil de la Liberté (*Freiheitsrat*) acquiert le statut de gouvernement clandestin. Un programme commun pour l'après-guerre est adopté en octobre 1943, *Quand le Danemark sera à nouveau libre*. Une armée secrète est constituée, qui bénéficie du ralliement de nombreux militaires de l'armée régulière. La société civile se mobilise pour faire échec à la politique de déportation nazie (seules quelques 500 personnes sont déportées sur les 8 000 Juifs résidants au Danemark).

Les derniers mois de la guerre furent difficiles pour le Danemark, qui avait plutôt été épargné au début du conflit. Les actions de la Résistance (notamment les sabotages) entraînent d'importantes représailles allemandes. En septembre 1944, 2 235 policiers danois sont arrêtés et déportés à Buchenwald. Les conditions de vie se dégradent pour la population du fait des bombardements alliés et des pillages de l'occupant. La libération du Danemark intervient le 4 mai 1945. Isolées du nord de l'Allemagne totalement contrôlé par les Alliés, les troupes allemandes capitulent sans combattre. ■

Le Premier ministre danois Erik Scavenius et Werner Best, plénipotentiaire du Reich au Danemark, 6 février 1943.

L'occupation du Danemark est particulière. Ses institutions démocratiques continuent de fonctionner tout en s'accommodant de la présence allemande jusqu'en août 1943.



Friedrichsmuseets fotoarkiv, Friedrichsmuseet, Copenhague, Danemark.

La France, terrain d'action privilégié pour les réseaux et les filières de sauvetage

Par Fabrice Grenard

L'une des facettes de la Résistance dans tous les pays d'Europe occupés fut l'aide apportée aux personnes traquées par les Allemands : soldats et aviateurs alliés cherchant à quitter le continent pour rejoindre l'Angleterre, prisonniers de guerre évadés, résistants recherchés, Juifs menacés de déportation.

Dans toute l'Europe, des filières se sont développées avec l'aide des populations locales pour prendre en charge les personnes soucieuses d'échapper à la répression allemande. Avec sa zone restée non occupée pendant deux ans et ses frontières avec deux États (la Suisse et l'Espagne) constituant une porte d'entrée vers le monde libre, la France est apparue comme un terrain d'action privilégié pour les différentes organisations d'aide et de sauvetage.

L'exfiltration des soldats et aviateurs britanniques

Au moment de la défaite, des soldats britanniques qui n'avaient pu être rapatriés depuis Dunkerque lors de l'opération Dynamo se retrouvent piégés sur le sol français. Des aviateurs de la RAF tombés alors qu'ils survolaient le Nord de la France, la Belgique ou les Pays-Bas, s'ajoutent à ces soldats désireux de rejoindre l'Angleterre en utilisant des filières d'évasion vers le sud de la France (ce qui implique le franchissement de la ligne de démarcation) afin de rejoindre ensuite l'Espagne et Gibraltar. Avec l'aide des services secrets britanniques, des réseaux spécialisés dans l'aide aux soldats alliés se créent dès 1940. L'un des plus importants est fondé par l'officier écossais Ian Garrow. Il met en place une chaîne d'évasion partant de la Belgique et du Nord de la France pour aboutir à Marseille, Toulouse et Perpignan. Quand Ian Garrow est arrêté en juillet 1941, un médecin militaire belge, Albert Guérisset (Pat O'Leary) prend le relais et ajoute à la filière vers l'Espagne la possibilité d'organiser des évasions depuis les côtes bretonnes. Jusqu'à la fin de la guerre, le réseau Pat O'Leary aurait permis d'évacuer 600 aviateurs et soldats alliés.

L'exemple du réseau Comète montre également le fonctionnement transnational de ce genre d'organisation dont le point de départ pouvait se situer hors de France. Créé au printemps 1941 à Bruxelles par une jeune femme de vingt-cinq ans, Andrée de Jongh, le réseau cache les « colis » (les aviateurs alliés) en Belgique avant de leur faire traverser ensuite la frontière franco-belge puis la ligne de démarcation pour les mener jusque dans les Pyrénées. Entre août 1941 et juin 1944, Comète a pris en charge près de 700 militaires alliés et est parvenu à en faire passer 288 en Espagne.

Pour pouvoir rejoindre la zone « dite » libre depuis l'Allemagne et la zone occupée, les prisonniers de guerre évadés (la France compte 1,6 million de prisonniers) bénéficient également à partir de 1940 de l'aide apportée par certains réseaux comme celui organisé depuis Paris par l'ethnologue Germaine Tillion et le colonel Paul Huet.

Dès la fin 1940, une trentaine de réseaux fonctionnent en France, une centaine fin 1941. 266 seront homologués à la fin de la guerre. Les réseaux sont sans doute les organisations qui apportèrent la plus grande aide à l'effort de guerre allié, aussi bien pour faciliter les évasions de soldats qu'en matière de renseignements. Cela explique également qu'ils aient toujours été une cible prioritaire pour la répression allemande ⁽¹⁾.

Le sauvetage des Juifs

D'une nature différente, les filières de sauvetage des Juifs ont été nombreuses en France. Si elles se développent le plus souvent en dehors de la Résistance organisée, les mouvements leur apportent une aide importante à partir de 1942, notamment en mobilisant leurs services sociaux ou en fournissant des faux papiers.

Dès 1941, des filières se mettent en place pour permettre aux Juifs immigrés d'échapper aux rafles qui les concernent en région parisienne et de rejoindre la zone Sud. Elles sont organisées notamment par le comité Amelot qui réunit à Paris les responsables des organisations juives présentes dans la capitale. À partir de 1942, du fait de la mise en œuvre de la Solution finale par les nazis, la population définie comme juive est en danger de mort. Les rafles de l'été 1942 déclenchent des mouvements de solidarité. L'historien Jacques Semelin évoque un « mouvement de réactivité sociale » pour qualifier des actes de nature très variée allant de l'avertissement d'une arrestation programmée jusqu'au fait d'accepter de cacher des Juifs à son domicile en passant par des aides ponctuelles (cf. le compte-rendu de son dernier ouvrage p. 6).

La complicité de la population permet à différentes institutions confessionnelles et associations spécialisées dans les actions caritatives et les secours de mener une action clandestine de grande envergure pour cacher les Juifs qui avaient pu échapper aux rafles et arrestations, notamment les enfants. L'Œuvre de secours aux enfants (OSE) crée par exemple le réseau Garel pour prendre en charge et cacher, souvent avec la complicité d'institutions religieuses, les enfants menacés. Au sein de ce réseau, Georges Loinger, organise une filière de sauvetage jusqu'en Suisse, via Annemasse, qui permet de sauver une centaine d'enfants. Le financement de toutes ces activités clandestines profite d'une aide importante de l'*American Jewish Joint Distribution Committee* (AJJDC ou Joint) dirigé en France par Maurice Brenner et Jules Jefroykin.



Automne 1942, trois aviateurs britanniques dont l'appareil a été abattu dans le Pas-de-Calais posent devant la maison de la famille Fillerin à Renty. Cette famille très active au sein du réseau d'évasion Pat O'Leary a secouru 37 militaires alliés.



Fausse carte d'identité provenant de l'atelier des faux papiers de Défense de la France destinées à venir en aide à des personnes persécutées.

Ces filières de sauvetage bénéficient aussi des caractéristiques géographiques de la zone Sud, qui offrent des possibilités de caches importantes dans les régions rurales et zones de moyenne montagne. Des villages-refuges se développent comme à Dieulefit (Drôme) ou au Chambon-sur-Lignon (Haute-Loire). Ces actions de solidarité s'ajoutant aux stratégies propres de survie des Juifs ont contribué au sauvetage de plus de 75 % des Juifs vivant en France (76 000 déportés sur quelques 330 000 Juifs français et étrangers). ■

(1) Voir le dossier thématique « Les réseaux de Résistance » in *La Lettre de la Fondation de la Résistance* n° 76, mars 2014

Les activités des Amis de la Fondation de la Résistance en province

Durant le semestre écoulé, l'association des Amis de la Fondation de la Résistance a multiplié ses activités culturelles et mémorielles en province.



François-René Cristiani-Fassin (à gauche) accueille Daniel Cordier.

L'inauguration du musée Jean Moulin à Saint-Andiol

Le vendredi 6 juillet dernier a été inauguré à Saint-Andiol (Bouches-du-Rhône) le musée Jean Moulin en présence de **Daniel Cordier**, ancien secrétaire de Jean Moulin et compagnon de la Libération, de **François-René Cristiani-Fassin**, fils de Raymond Fassin et délégué pour le Vaucluse de l'association, et de nombreuses autorités nationales et locales.

Créé dans l'ancienne mairie-école, où Jean Moulin fut élève, et dont seule la façade a été conservée, ce nouveau musée est conçu comme « un vibrant hommage à l'enfant du pays ». S'étendant sur 400 m², ses deux salles sont reliées par la reconstitution de la carlingue du bombardier britannique qui parachuta, dans la nuit du 1^{er} au 2 janvier 1942, Jean Moulin et ses deux compagnons : Raymond Fassin et Joseph Monjaret, seul des trois résistants qui survécurent à la guerre.

C'est une plongée inédite dans la vie de Jean Moulin qu'offre ce musée. Plus de 200 photographies, archives, objets d'époque, films et vidéos pédagogiques donnent aux visiteurs les clés permettant de comprendre le parcours d'une vie liée à l'histoire de la Résistance mais aussi à l'histoire de sa Provence natale. Tout le parcours muséographique est ponctué d'écrits de Jean Moulin qui semble ainsi s'adresser et guider les visiteurs.

Il faut saluer le travail de **Thomas Rabino**, historien et journaliste, qui a conçu le parcours historique du musée. Auteur d'une biographie de son héros, *L'autre Jean Moulin, l'homme derrière le héros*, parue en 2013 chez Perrin ; il prépare aujourd'hui celle de Laure Moulin à paraître en mars prochain.

L'hommage à la brigade Alsace-Lorraine à Montauban

Le lundi 10 septembre à Montauban, **Robert Badinier**, délégué régional de l'Association des Amis de la Fondation de la Résistance, a organisé un hommage aux com-

battants de la brigade Alsace-Lorraine et à leurs fondateurs : André Malraux et André Chamson.

En partenariat avec la mairie et avec le parrainage de la Société des membres de la Légion d'honneur du Tarn-et-Garonne, la cérémonie du matin a eu pour cadre la caserne Pomponne. C'est de

ce lieu que parti, en 1944, le 3^e bataillon Metz – composé de maquisards du Gers, de Haute-Garonne, du Lot-et-Garonne et du Tarn-et-Garonne – pour rejoindre la 1^{re} Armée française du général de Lattre de Tassigny. Le matin, devant la maire **Brigitte Barèges** et les élus municipaux, **Pierre Coureux**, président fondateur de l'association des Amitiés internationales André Malraux, a lu le discours de Durestal prononcé par André Malraux le 13 mai 1972 au camp d'Anceul à Cendrieux (Dordogne). Il y évoque les combattants de cette brigade : « *clochards d'Alsace, de Dordogne et de Corrèze, les vôtres, avançaient dans l'ombre des champs de Dannemarie, gorgés de sang depuis tant d'années. Les maquisards, rivaux de la plus célèbre troupe d'élite de l'Armée française, avec l'ébranlement sourd qui avait été celui de la Garde* ». Après le dévoilement d'une plaque rappelant le départ de la brigade pour la libération de l'Alsace et de Strasbourg, professeurs et élèves de l'institut Théas ont interprété *Le chant des partisans* et celui de *La croix de Lorraine*.

L'après-midi, à la Maison de la culture, **Micheline Cellier**, maître de conférence honoraire à l'université de Montpellier, a évoqué le parcours d'**André Chamson** marqué par un double engagement. Il contribua durant la guerre à sauvegarder des chefs-d'œuvre du musée du Louvre avant de s'engager dans la brigade Alsace-Lorraine. Fidèle au général de Lattre de Tassigny, à la fin de la guerre, il participa avec cette brigade aux combats de Dannemarie, de Mulhouse et enfin à la libération de Strasbourg.

En fin de journée, c'est avec beaucoup d'émotion que **Robert Infanti**, délégué municipal aux anciens combattants, a remis deux médailles d'honneur de la ville de Montauban. La première a été décernée à **Frédérique Hebrard**, romancière bien connue et fille d'**André Chamson**. La seconde a été attribuée à **Roger Lefort**, ancien de la brigade Alsace-Lorraine aujourd'hui délégué de l'Association des Amis de la Fondation de la Résistance pour la Moselle. ●

Jean Novosseloff



Roger Lefort (à droite), un ancien de la brigade Alsace-Lorraine pose avec trois frères d'armes **Jean-Marie Houdot**, **René Micheletti** et **René Thil**.

Conférences et dédicaces

À la Fondation de la Résistance, à Paris, l'Association des Amis a reçu plusieurs auteurs venus présenter leurs livres récents :

- le 24 octobre, **Stéphanie Trouillard** avec son ouvrage *Mon oncle de l'ombre* (Skol vreizh),
- le 23 novembre, **Antoine Capet** avec *Le dictionnaire Churchill* (Perrin),
- le 27 novembre, **Masha Cerovic** avec *Les enfants de Staline*, (Le Seuil), qui a reçu le prix Philippe Viannay 2018 et le Grand prix 2018 des « Rendez-vous de l'Histoire » de Blois,
- le 12 décembre, **François Rouquet** et **Fabrice Virgili** avec *Les Françaises, les Français, et l'épuration de 1940 à nos jours* (Gallimard).



Au cours de l'été, nous avons accueilli **Marc Hubentz** qui sera notre délégué pour l'Aveyron. Il fait partie de la commission qui dirige le musée de la Résistance et de la Déportation d'Aubin créé par les anciens des maquis de l'Aveyron et l'ANACR.

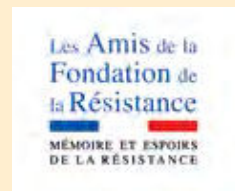
Retrouvez les résumés et les photographies de toutes ces manifestations sur notre site : www.memoresist.org

Adhésion :

Si vous voulez soutenir les activités de l'association des Amis de la Fondation de la Résistance :

Cotisation 30 € (incluant l'abonnement à *Résistance et Avenir*).

Association des Amis de la Fondation de la Résistance
« Mémoire et Espoirs de la Résistance »
Place Marie-Madeleine Fourcade,
16-18, place Duplex, 75015 Paris
Courriel : memoresist@m-e-r.org
site internet : www.memoresist.org
Tél. : 01 45 66 92 32



À lire

Parmi les livres reçus nous choisissons quelques titres qui nous ont particulièrement intéressés et dont nous vous conseillons la lecture. Vous pouvez retrouver d'autres comptes-rendus de lecture sur notre site www.fondationresistance.org à la rubrique « Nous avons lu ».

La survie des Juifs en France 1940-1944.

Jacques Semelin.
Préface de Serge Klarsfeld.
CNRS éditions, 2018, 372 p., 25 €.

Ce livre est d'abord une synthèse limpide et percutante de l'ouvrage monumental (901 pages) publié par l'auteur en 2013 – la première étude scientifique prenant en compte les 75 % de Juifs non déportés de France entre 1940 et 1944 –, recensé dans *La Lettre* de juin 2013.

On rappellera donc ici simplement que cette recherche part du décalage énorme entre le total des Juifs non déportés (200 000) et la fraction d'entre eux prise en charge par des filières organisées de sauvetage (10 000 environ). Basée sur une description des comportements individuels, à partir d'un échantillon de témoignages de survivants, elle typologise leurs stratégies de survie et leur relations avec le reste de la population. Elle met ainsi à jour toutes les facettes de l'aide informelle faite de petits gestes et de silences complices émanant parfois de dizaines d'individus différents à l'égard d'un seul persécuté.

Parmi ces « aidants » figurent à l'occasion des résistants, engagés par ailleurs dans une lutte pour la libération du territoire (notamment des fabricants de faux papiers), mais le phénomène est spécifique. L'auteur le qualifie de « mouvement de réactivité sociale, au sens où nombre d'individus, sans nécessairement se connaître entre eux, ont porté assistance à d'autres individus que, le plus souvent, ils ne connaissaient pas, mais dont ils percevaient la situation de détresse. C'est ce phénomène qui est en soi remarquable et constitue la marque de cette période historique. »

L'auteur réaffirme, en introduction et en conclusion, ce qui le sépare des spécialistes de Vichy que sont Robert Paxton et Henry Rousso (critiques de son livre). Il ne s'agit évidemment pas de nier la responsabilité de Vichy dans la *Shoah*, ni le fait que les Allemands ont différencié l'application de la *Shoah* selon les pays en fonction d'impératifs stratégiques. Le véritable enjeu est d'introduire l'attitude de la population comme un des multiples facteurs expliquant le taux de non déportation. Serge Klarsfeld, préfacier de cette nouvelle édition, soutient la démonstration de

Semelin qui confirme ses propres intuitions dans *Vichy-Auschwitz*. Cette réactivité sociale a conduit Vichy à freiner l'implication de l'appareil d'État dans la *Shoah*, forçant les Allemands et les collaborateurs à intervenir davantage dans la chasse aux Juifs.

Le désaccord porte plus profondément sur l'antisémitisme de la société française : Paxton persiste à se fonder sur les rapports des préfets de Vichy pour inférer une approbation de l'opinion en 1940-42 à l'égard des premières étapes de la persécution. En fait, comme Pierre Laborie et d'autres (Sweets, Cohen) l'ont montré, cette source biaisée, vise plutôt à camoufler le décrochage dès 1941 de l'opinion à l'égard du régime. Et la leçon des années suivantes, c'est que la force des préjugés antisémites dans

l'opinion française de l'époque n'est nullement à nier, mais à pondérer par la constatation des comportements adoptés dès lors que les rafles massives ont révélé la singularité des menaces concernant les Juifs. ●

Bruno Leroux

Enseigner de Gaulle.

Sous la dir. de Tristan Lecoq.
Canopé, 2018, 175 p., 20 €.

Destiné aux enseignants et au grand public, cet ouvrage rédigé par quinze auteurs offre une synthèse de référence sur Charles de Gaulle, et constitue une véritable plongée dans le XX^e siècle. On s'attardera tout particulièrement sur la deuxième partie consacrée au chef de la France

combattante ainsi que sur la contribution de Laurent Douzou intitulée « De Gaulle : la mémoire combattante à l'épreuve de l'histoire ». Ce livre est adossé à un espace pédagogique (<http://charles-de-gaulle.org/enseigner-de-gaulle>) consultable sur le site de la Fondation Charles de Gaulle qui comporte vingt-deux études de documents reliées aux programmes scolaires et réalisées par des enseignants des académies de Lille et de Reims. Plus d'une centaine de documents sont présentés, analysés et contextualisés. ●

Hélène Staes

Prix Philippe Viannay-Défense de la France 2018

Le prix Philippe Viannay-Défense de la France, créé en 1991 par les anciens résistants du mouvement Défense de la France, est perpétué par la Fondation depuis la dissolution de leur association en 2006. Le 13 novembre dernier, au palais du Luxembourg, le prix 2018 a été décerné à **Masha Cerovic** pour *Les enfants de Staline. La guerre des partisans soviétiques. 1941-1944* (éditions du Seuil).

La lutte des partisans soviétiques est une page importante de la guerre sur le front de l'Est entre 1941 et 1944. 500 000 combattants y ont participé notamment en Biélorussie et en Ukraine. Mais cette page d'histoire reste aussi mal connue, car entourée de nombreux mythes développés par la propagande soviétique, qui s'est efforcée d'intégrer les partisans dans le cadre d'une grande guerre patriotique qui aurait illustré la fidélité des soviétiques au communisme et leur union dans le combat contre le nazisme, y compris au sein des territoires occupés. Avec ce livre, issu de sa thèse de doctorat, **Masha Cerovic** démêle le mythe de l'histoire et c'est là tout l'intérêt de son étude historique.

Tout d'abord, Moscou présente la résistance soviétique comme immédiate après la défaite de l'Armée rouge alors que l'on assiste à une démobilisation des populations lors de l'offensive allemande considérée pour certains comme une libération du stalinisme.

Deuxième mythe mis à mal par l'auteur : la mise en place d'un système centralisé géré par Moscou. Les bandes de partisans sont en réalité autonomes par rapport au pouvoir central et possèdent leur

propre stratégie. Localement les chefs de bandes refusent de répondre aux ordres de Moscou et sont en tension permanente avec l'autorité centrale. Des initiatives autonomes sont prises, comme l'abolition des kolkhozes, pour gagner le soutien des paysans, qui n'allait pas forcément de soi.

Enfin, autre image couramment répandue : les partisans sont le reflet de l'ensemble de la société soviétique. Dans les faits, cette société guerrière est formée majoritairement d'une population masculine, slave et d'origine rurale. Si quelques figures de partisans ont été érigées en symbole à la fin de la guerre, les femmes, souvent méprisées, ne trouvèrent en réalité pas leur place dans les bandes, demeurant cantonnées à des rôles sexuels de ravitaillement et de soins quand elles ne devenaient pas purement des objets sexuels.

Après la guerre, le pouvoir central s'efforce de faire disparaître toute identité collective des partisans suspects à ses yeux d'avoir combattu de façon autonome. Les partisans sont réintégrés dans les rangs de l'Armée rouge et aucune association ne portera leur mémoire. ●

Frantz Malassis



Le jury présidé par Jean-Pierre Azéma dans la salle René Coty au Sénat.

Photo Frantz Malassis

Activités du département AERI

Nouveautés du Musée de la Résistance en ligne

Depuis quelques mois, le musée de la Résistance en ligne s'est enrichi de plusieurs nouvelles expositions virtuelles.

Au cours du deuxième semestre 2018, plusieurs mises en ligne ont eu lieu sur le Musée de la Résistance en ligne. L'exposition « Les réseaux de résistance de la France combattante » est consultable depuis juillet. Il s'agit de la retransposition de l'exposition présentée par le Service historique de la Défense (SHD) dans la cour d'honneur du château de Vincennes du 8 mai au 9 novembre 2015. Les textes d'analyse et de contextualisation ne figuraient pas dans l'exposition originale et constituent l'apport du Musée de la Résistance en ligne à cette exposition.

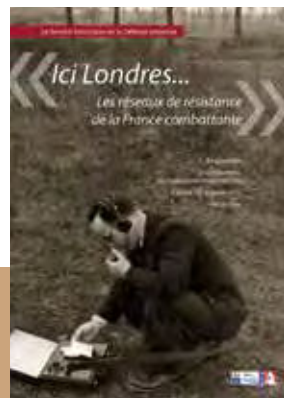
La formation académique interdisciplinaire « Résistance et récit radiophonique », créée et coordonnée par la Fondation de la Résistance en partenariat avec de nombreuses institutions (académies, musées, centres d'archives, Centre de Liaison de l'Enseignement et des Médias d'Information, formateurs radio) est également en ligne depuis juillet 2018.

La journée d'études co-organisée par le SHD

et la Fondation de la Résistance le 12 juin 2018 à Vincennes consacrée aux parcours individuels dans la Résistance avait permis de montrer la diversité des fonds d'archives contenant des dossiers individuels, d'étudier les possibilités qu'elles offraient dans le domaine de la recherche historique et de donner quelques conseils méthodologiques pour leur usage. Les captations vidéo, textes des interventions et documents projetés lors de cette journée d'études ont été intégrés au Musée de la Résistance en ligne en septembre 2018. Cela permet de garder une trace des communications très riches présentées dans le cadre de cette journée d'études qui avait suscité un intérêt indéniable de la part du public.

Enfin, comme chaque année, l'équipe du Musée de la Résistance en ligne propose depuis octobre sur son site une sélection de médias en lien avec la thématique annuelle du CNRD, « Répressions et déportations en France et en Europe, 1939-1945. Espaces et histoire ».

Affiche de l'exposition « Les réseaux de résistance de la France Combattante ».



Service historique de la Défense

La base nominative de résistants, l'un des principaux points forts du Musée de la Résistance en ligne avec plus de 71 500 visiteurs (et plus de 196 800 pages vues), continue d'être enrichie, à partir notamment de la base sur les agents du SOE ou celle des résistants emprisonnés à Eysses.

Plusieurs expositions virtuelles destinées à enrichir le Musée de la Résistance en ligne sont toujours en préparation avec des travaux qui se poursuivent autour des thématiques suivantes : « La Résistance en Ardèche », « La Résistance en Provence Alpes Côte d'Azur », « Les décorations attribuées aux résistants et aux Français libres », « Résistance et Libération du Finistère ».

Fabrice Bourrée

Activités du département documentation et publications

Remise du fonds Jean Thomas (1923-2018) grâce à la « commission archives »

Depuis plusieurs années, la Fondation de la Résistance, la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, le ministère de la Culture (Archives de France) et le ministère des Armées (direction des Patrimoines, de la Mémoire,

et des Archives) sont associés dans le cadre de la « commission archives ». Dès 2001, cette commission a lancé une campagne nationale de sauvegarde des archives privées de la Résistance et de la Déportation en sensibilisant leurs éventuels détenteurs par l'intermédiaire du *Guide du détenteur d'archives de la Résistance et la Déportation*⁽¹⁾, de réunions de sensibilisation départementales et d'une exposition « Ensemble, sauvegardons les archives privées de la Résistance et de la Déportation »⁽²⁾.

Fruit de ce travail de sensibilisation, la « commission archives » a pu contribuer à la sauvegarde du fonds d'archives de Jean Thomas.

Né le 14 mai 1923 à Bucy-les-Cerny (Aisne), Jean Thomas est membre du réseau de Résistance Hector. Arrêté le 3 février 1943, il est d'abord écroué à la prison de Perpignan avant d'être interné au camp de Royallieu à Compiègne du 16 février au 27 avril 1943. Le 28 avril 1943, il est déporté en Allemagne. Arrivé le 30 avril 1943 au camp de concentration de Sachsenhausen, Jean Thomas, qui reçoit le matricule 64 672, est

affecté au *kommando* de l'usine Heinkel situé à quelques kilomètres du camp central. Au sein de ce *kommando*, il fabrique des bombardiers lourds HE 177. À la suite du bombardement de l'usine Heinkel par l'aviation américaine le 18 avril 1944, il est affecté au *kommando* Klinker où il est employé à la réalisation de briques de construction. Il y est ensuite chargé d'assembler des *Panzerfaust* (arme antichar) avant de revenir au camp central de Sachsenhausen. Le 21 avril 1945, il participe à l'évacuation du camp et après une marche de la mort, il est libéré le 2 mai 1945 par les troupes américaines à Schwerin (Allemagne).

Au lendemain de la guerre, il s'engage dans différentes associations qui œuvrent à la réinsertion des résistants-déportés et leur apportent une aide matérielle. Dès 1948, il fait partie de la Fédération nationale des déportés et Internés de la Résistance (FNDIR). Il est également membre de l'Union chrétienne des déportés internés et de l'Association nationale des Anciens combattants Victimes de Guerre et résistants du ministère de la Défense.

Les archives de Jean Thomas (environ 0,20 mètre linéaire) remises en juin 2018 aux Archives nationales, en plus de décrire sa trajectoire personnelle, reflètent son activité au sein des associations où il s'emploie à aider ses camarades dans la constitution de leurs dossiers administratifs pour obtenir titres et pensions de l'État. Ainsi, de 1985 à 2006, il siège à la commission nationale de la carte du combattant, à la commission nationale des déportés et internés politiques mais aussi à la

commission nationale des déportés et internés résistants.

Grâce à l'intervention d'un voisin et ami de Jean Thomas, après sa mort ces archives ont été récupérées *in extremis* alors que l'appartement qu'il louait allait être totalement vidé de son contenu. Cette récupération dans l'urgence a également permis à la Fondation de la Résistance de collecter des livres et de nombreux bulletins associatifs venant compléter les collections de son centre de documentation.

Frantz Malassis

(1) Disponible auprès de Frantz Malassis (01 47 05 67 87).

(2) Cette biographie a été rédigée à partir des pièces d'archives du fonds Jean Thomas.



Lettre envoyée du camp de concentration de Sachsenhausen par Jean Thomas en août 1943.

Palmarès du Concours de la meilleure photographie d'un lieu de Mémoire 2017-2018

En 2018, 31 photographies ont été adressées au jury du Concours de la meilleure photographie d'un lieu de Mémoire qui au terme d'un examen attentif a décerné trois prix et deux mentions à l'occasion de cette vingtième édition.

Ce concours a été lancé en 1998 par la Fondation de la Résistance dans le sillage du Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD) dont le thème d'alors invitait les élèves à rechercher l'histoire des lieux de Mémoire⁽¹⁾. L'idée initiale était de permettre aux candidats du CNRD de valoriser leurs productions photographiques prises dans ce cadre. Depuis, ce concours, le seul du genre, offre aux élèves la possibilité de photographier des lieux de mémoire relatif à la Résistance intérieure et extérieure, à l'internement et à la Déportation situés en France ou à l'étranger. Par la maîtrise de la technique photographique et la rédaction d'un court texte expliquant leur démarche, les candidats expriment leur sensibilité à l'égard des aspects artistiques et architecturaux des lieux de mémoire de la Seconde Guerre mondiale. Son jury est composé d'iconographes, de conservateurs de musées, de journalistes et de représentants d'institutions et d'associations de mémoire et d'histoire.

En vingt ans, ce concours a permis à près de 700 collégiens, lycéens et apprentis de montrer les liens tangibles qui les unissent à cette « mémoire de pierre » et l'imaginaire qu'ils y projettent. Un grand nombre de travaux sont souvent accompagnés de textes inspirés traduisant l'émotion des élèves face aux lieux qu'ils découvrent.

Pour la session 2018 du Concours de la meilleure photographie d'un lieu de Mémoire, les Fondations de la Résistance, pour la Mémoire de la Déportation et Charles de Gaulle ont reçu 31 photographies⁽²⁾ qui ont été soumises au jury du concours le jeudi 8 novembre dernier. Cette année, les membres du jury ont examiné en majorité des clichés pris à Oradour-sur-Glane et à Auschwitz dans le cadre de projets pédagogiques sur la Seconde Guerre mondiale, preuve que ce concours est investi par la communauté éducative dans des projets ambitieux pour faire découvrir la période de manière différentes à des élèves d'horizons variés. Au terme de nombreux échanges entre les membres du jury, le palmarès du concours 2017-2018 a été proclamé.

La qualité de certaines œuvres reçues incite le jury à promouvoir ce concours. D'ores et déjà, nous avons pu compter sur le soutien précieux apporté par la Direction des Patrimoines, de la Mémoire, et des Archives (DPMA-ministère des Armées), qui a largement communiqué sur ses différents sites en ligne et a diffusé auprès des enseignants du secondaire les informations le concernant⁽³⁾. Dans ce même souci de communication, la DPMA a publié dans *Les chemins de la Mémoire* n° 262 d'avril-mai 2018 un cahier central détachable mettant en valeur les réalisations des lauréats 2016-2017. ●

Frantz Malassis

(1) Le thème 1998-1999 était : « Des plaques, des stèles, des monuments évoquent le souvenir des actions de résistance et la mémoire des victimes des persécutions et des répressions de la période 1940 à 1945. Recherchez et commentez l'histoire de ces femmes, de ces hommes, de ces enfants ».

(2) 31 candidats ont participé à ce concours : 9 collégiens et 22 lycéens dont 16 en BAC Pro (13 filles et 18 garçons) issus de 10 établissements scolaires (4 lycées généraux, 2 Centres de Formation d'Apprentis de l'Industrie et 4 collèges) originaires de 10 départements. Sur les 31 travaux, 25 ont été pris dans 6 départements français et 6 à l'étranger dont 5 à Auschwitz.

(3) Le règlement et la composition du jury de ce concours sont consultables sur le site de la Fondation de la Résistance grâce à ce lien : http://www.fondationresistance.org/pages/action_pedag/reglement_p.htm.

Les **deuxième et troisième prix** sont venus récompenser respectivement :

- **Manon RIVET**, élève de troisième à la cité scolaire Le Mont Châtelet de Varzy (Nièvre) pour son cliché pris au camp d'Auschwitz-Birkenau.
- **Steve GODET**, élève de première Bac Pro maintenance des équipements industriels (MEI) au Centre de Formation d'Apprentis de l'Industrie (CFAI) d'Amboise (Indre-et-Loire) pour sa création, « Le temps qui passe », prise à l'intérieur de l'église d'Oradour-sur-Glane (Haute-Vienne).

Enfin, deux mentions spéciales du jury sont revenues à :

- **Clara DOMINOT**, élève de troisième à la cité scolaire Le Mont Châtelet de Varzy (Nièvre) pour son regard porté sur le musée d'Auschwitz.
- **Anthony SERREAU**, élève de première Bac Pro technicien outilleur au Centre de Formation d'Apprentis de l'Industrie (CFAI) de la Chapelle-Saint-Mesmin (Loiret) pour son cliché intitulé « Dernier arrêt » pris dans la rue principale d'Oradour-sur-Glane.



Photo Elise Rouzié.

Le **premier prix** a été décerné à **Élise ROUZIÉ**, élève de première scientifique au lycée Barral de Castres (Tarn) pour sa photographie intitulée « Passages », réalisée au centre de mise à mort d'Hartheim (Autriche) dans le cadre d'un voyage d'études.

Cette candidate a accompagné sa création de réflexions sur ce lieu de mémoire et plus généralement sur son rapport à l'histoire : « le centre de mise à mort d'Hartheim [...] m'a énormément touchée, notamment cette salle tapissée des noms de tous ces hommes, femmes, enfants, vieillards, souvent handicapés, qui y ont perdu la vie. J'ai placé mon appareil derrière ces inscriptions, me permettant ainsi de découvrir symboliquement une autre face de l'histoire.

Le cliché est divisé en trois lignes ascendantes nimbées de douces couleurs ocre, représentant une explosion de vie. Derrière chaque lettre, ce sont des pensées, des joies, des émotions que j'ai voulu faire passer qui s'inscrivent à leur tour dans cette infinie matière qu'est le silence. La partie centrale dévoile une silhouette, prise dans le hasard d'un regard. Légèrement floutée par la paroi de verre, elle est anonyme, représentation universelle des disparus et du passant. Elle vient illustrer ainsi un fil infini tissé dans le cœur même de la mémoire, rattachant le visiteur à l'histoire, à un cercle infini de transmission dont il fait lui-même partie. Un passage. [...] À l'avant, les mots s'alignent, tels des barreaux. Leur point de fuite est unique au travers de l'ombre : la lumière éblouissant l'arrière-plan laisse s'enfuir un véritable message d'espoir. À droite, le rectangle noir est un espace auquel nous n'avons pas accès : le vécu. L'oublier serait oublier une partie de l'histoire : celle que l'on ne peut pas imaginer. [...] »

Vous pouvez retrouver toutes les photographies primées ou ayant obtenu une mention, accompagnées du texte intégral de présentation des candidats sur le site de la Fondation de la Résistance

www.fondationresistance.com